

Interventions policières à l'entrée de lycées du 95

Des moyens pour l'éducation, pas pour la répression !

Pour une école sans entrave policière

17 octobre 2024

Les jeudi 10 et vendredi 11 octobre dernier, la préfecture du Val d'Oise a lancé des opérations dites de "tranquillisation" aux abords de plusieurs établissements scolaires du département. Les élèves des lycées Jules Verne de Cergy, Ferdinand Buisson d'Ermont et George Sand de Domont ont ainsi été **contrôlés, fouillés, et certain-es ont même été interpellés** au moment de leur entrée dans ces établissements.

Le préfet l'assure, « les établissements scolaires [doivent être] des havres de tranquillité. Qu'ils soient une sorte de sanctuaire pour les élèves. » L'opération de communication de la préfecture bat son plein: les hashtags #Tranquillité #Pédagogie sont associés aux fouilles et aux contrôles sur le compte Facebook de la préfecture, photos à l'appui. Pour justifier cette présence importante de policiers municipaux et nationaux ainsi que d'une brigade cynophile à l'entrée d'établissements scolaires du Val d'Oise, la préfecture évoque des « mouvements de bandes » et une scène de violence survenue entre plusieurs élèves d'un lycée de l'Essonne la semaine dernière.

La préfecture ne manque pas une occasion de stigmatiser les enfants des quartiers populaires. Alors que sa police est déjà omniprésente, voilà qu'elle vient jusqu'à l'école fouiller, contrôler et prendre en photo ces jeunes, ainsi assimilés sur les réseaux à des délinquants qu'il s'agit de faire rentrer dans le rang.

Face à un dispositif aussi disproportionné, il est également difficile de ne pas se remémorer les méthodes coloniales de contrôle du territoire dont les populations entières sont jugées comme étant intrinsèquement dangereuses. Dans ce genre d'approche, tout le monde est suspect, il faut montrer patte blanche pour pouvoir accéder en toute tranquillité au service public d'éducation.

Les personnels de l'éducation n'ont pas besoin de la police pour mener leur travail de prévention, mais de plus de personnels enseignants, AED, AESH, infirmier.e, psyEN, assistant.e social.e. Iels n'ont pas besoin des opérations de communication bravaches de la préfecture mais de réels moyens pour lutter contre les inégalités, le harcèlement, les discriminations. Iels n'ont pas besoin des tensions générées par la présence de la police mais qu'on reconnaisse leur expertise dans leur rapports avec leurs élèves.

En tant qu'organisation syndicale, nous exigeons que cessent les fouilles, les contrôles et les interpellations policières aux abords des établissements scolaires. Nous exigeons que soient créés de toute urgence les postes nécessaires pour assurer les conditions permettant aux personnels d'exercer leurs missions d'accompagnement et de prévention conformément à leurs statuts, et pour garantir aux élèves leur droit égal d'accès à l'instruction.

Les écoles, collèges et lycées doivent rester des lieux d'étude préservés des intimidations policières !